

La figure du “jeune des banlieues” en France: Genèse, mutations et déterritorialisation

The figure of the “suburbs young” in France: Genesis, changes and deterritorialization

Guy Lochard

Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle, Paris, França.

guy.lochard@gmail.com

Résumé: La “question urbaine” hante depuis très longtemps l’imaginaire collectif français et elle s’est condensée depuis près d’un siècle sur la figure du jeune déviant urbain. Cet article s’attache à mettre en évidence la genèse puis les transformations de ce personnage stéréotypique ainsi que la construction et les déplacements de grandes *configurations actantielles* qu’il contribue à structurer. Il souligne l’importante mutation intervenue depuis une trentaine d’années avec son ethnicisation. Puis, plus récemment, avec l’apparition de la figure du djihadiste qui est sujette à une forme de déterritorialisation, la menace liée à cette population juvénile pouvant désormais siéger dans des micro-espaces résidentiels des grandes agglomérations ou dans des bourgades provinciales. Faut-il conclure à une dilution de la “question des banlieues” en France? L’auteur reste interrogatif devant le surgissement de *moments discursifs* comme la récente “affaire Benzema”, relative à la non-sélection en équipe de France de football d’un joueur-vedette d’origine maghrébine.

Mots-clés: marginalité urbaine; imaginaire urbain; stéréotypisation; médias; cinéma.

Abstract: The “urban issue” haunted for a long time the French collective imagination and has condensed for nearly a century on the stereotypical figure of the young urban deviant. The article attempts to highlight the

origins and transformations of this stereotypical character as well as the construction and displacement of large *actantial configurations* that it helps to structure. It stresses the important transformation that has taken place over thirty years with his ethnicization. Then, more recently, with the appearance of the character of the jihadist — who is subject to a form of deterritorialization — the threat related to this young population may henceforth sit in residential micro areas of large cities or in provincial towns. Must we conclude that there is a dilution of the “question of the suburbs” in France? The author remains questioning when faced with the emergence of *discursive moments* such as the recent “Benzema affair”, when a star football player of North African origin was not selected for the France team.

Keywords: urban marginality; urban imaginary; stereotyping; media; movies.

Recebido em 18 de julho de 2016;

Aprovado em 22 de setembro de 2016.

Reformulée, accouplée à des dénominations successives (“faubourgs”, “banlieues”, “cités”, “quartiers”), la “question urbaine” hante depuis très longtemps l’imaginaire social français. Au fondement de récits médiatiques le plus souvent anxiogènes, elle vient en permanence alimenter les débats politiques et intellectuels comme encore en mai-juin 2016, la violente polémique à propos des raisons sous-jacentes de la non sélection en équipe de France de football de Karim Benzema. Car, par delà les arguments contradictoires échangés, ce joueur d’origine maghrébine a bien été identifié comme un “jeune de banlieue”.

Ce moment discursif (MOIRAND, 2007) n’est nullement fortuit. Le regard péjoratif et dramatisant sur les marges urbaines françaises s’est focalisé et condensé depuis près d’un siècle sur la population juvénile masculine qui, installée dans un rôle de perturbatrice de l’ordre républicain, est venue structurer les mises en scène médiatiques de la crise sociale, politique et “identitaire” de la France contemporaine.

C’est à l’émergence et aux mutations sur la moyenne durée de cet actant central de la “question des banlieues” que nous nous intéresserons ici en procédant à une reconstitution de sa généalogie. Le “jeune des

banlieues” n’est pas en effet une figure récente. Il n’est que l’actualisation d’une lignée de jeunes déviants urbains, émergeant dès le XIX^e siècle, s’imposant au début du XX^e siècle pour s’ethniciser dans les années 1980 sous la forme du “jeune immigré de deuxième génération”. Avant de se dégrader à la fin des années 1990 sous les traits du “caillra”¹ puis du “barbu” et d’être perçu plus récemment comme un “djihadiste” en puissance.

Pour développer cette étude, on a posé comme hypothèse, dans le prolongement d’un travail antérieur (BOYER; LOCHARD, 1998), l’ancrage socio-culturel de cette problématisation de la banlieue que l’on ne retrouve pas ou pas au même degré et sous les mêmes formes dans d’autres contextes nationaux. Un regard comparatif avec des pays similaires montre en effet à quel point le regard social et médiatique sur ce territoire est fondamentalement conditionné en France par une culture urbaine structurée par l’opposition centre/périphérie et dans laquelle “la banlieue n’a pas droit de cité” (LOYER, 1996, p.34). Et ce d’autant plus que cet imaginaire urbain a été sans cesse activé par des productions culturelles de masse (du feuilleton de la presse populaire du XIX^e siècle à des films contemporains) qui ont contribué à construire des *identités narratives* positivées ou négativisées et à dessiner de grandes *configurations actantielles* orientant sa mise en discours.

1 Plusieurs acteurs

Une hypothèse complémentaire est que, de même que pour d’autres *problèmes publics* (GUSFIELFD, 2009), la mise en discours de la “question des banlieues” n’est ni uniforme ni unilatérale. En effet, si des logiques récurrentes d’*hégémonie discursive* peuvent y être repérées, ce processus de définition fait intervenir conjointement plusieurs acteurs en situation d’interaction et de concurrence. Dans cette polyphonie, central est le rôle des médias qui trouvent dans les divers événements dont cet espace est le cadre une matière informative sérielle et sensationnaliste. Ainsi, dès le XIX^e siècle, la presse, la radio, puis la télévision avant l’Internet et les réseaux sociaux ont-ils abondamment rendu compte d’une actualité spectaculaire (mouvements sociaux, faits divers) procédant

¹ Racaille en “verlan”, forme d’argot consistant à inverser les syllabes en procédant parfois à des apocopes.

parfois à des exercices d'autocorrection et d'interrogation² sur leurs responsabilités. A ces médias informatifs, il faut rajouter dès ses premiers temps, le cinéma qui a contribué à construire en France une imagerie prégnante de cet univers urbain. Mais sur un mode plus contradictoire et en jouant sur d'autres temporalités et sur des moyens "sensibles" (RANCIERE, 2000) ouvrant ainsi parfois à des formes de *défigement* des stéréotypes (BOYER, 2008) et d'intercompréhension.

Tout aussi décisif est le poids discursif des acteurs politiques. Dès la fin du XIX^e siècle, les pouvoirs publics ont porté un regard attentif sur ce territoire en se posant comme des agents rassurants de contention et de répression des crimes et des troubles y surgissant régulièrement. Porteurs dans l'après guerre d'un grand projet d'aménagement de cet espace en réponse au "problème du logement", ils se sont efforcés, depuis sa dégradation matérielle et symbolique au début des années 80 de valoriser leurs divers programmes de réhabilitation en développant à différents niveaux d'intervention (municipalités, missions, ministères) des politiques volontaristes de communication.

Dans ce *conflit inter-discursif*, plus complexe est l'intervention des voix des résidents des banlieues françaises. Indirecte, elle a emprunté dans un premier temps la médiation de partis politiques de gauche et en premier lieu du Parti Communiste Français dominant dans la "banlieue rouge" (FOURCAUT, 1992) qui a ceinturé Paris des années 30 jusques dans les années 80. Car, dès l'avant-guerre, le "parti des travailleurs" a été, au-delà de son rôle politique et institutionnel, un agent déterminant de défense et de promotion de l'image et de la dignité ouvrières et donc de représentations de son espace résidentiel. Plus récemment, et en raison de ses mutations politiques et démographiques, ce sont de multiples associations d'ancrage local ou national qui se sont multipliées dans les quartiers dits "sensibles". Elles sont les porte-paroles de groupes plus ou moins élargis, intervenant pour défendre diverses causes (la discrimination à l'emploi, la ségrégation scolaire, la dignité des femmes³)

² Surtout après les mouvements intervenus à Vaulx-en-Velin en 1990, après lesquels on avait assisté à un phénomène de correction et de réparation de la part de plusieurs médias français. Voir à ce propos l'analyse dans Boyer; Lochard (1998, p.109-118).

³ Principalement l'association *Ni putes, ni soumises*. Il s'agit d'un mouvement féministe français, mais qui a été internationalisé. Il a été fondé en 2003 par Fadela Amara, à la suite des marches organisées contre les violences faites aux femmes dans les quartiers périphériques.

et plus largement le dialogue entre habitants des quartiers périphériques et les institutions comme l'association ACLEFEU.⁴ Invitées par la *Loi de programmation de la ville* de février 2014, et à la suite d'un rapport co-signé par le président de l'association citée ci avant,⁵ à participer à des démarches de démocratie participative, elles se heurtent selon des enquêtes récentes⁶ aux résistances des élus locaux souvent rétifs aux "initiatives citoyennes" non contrôlées. En se dotant de stratégies de plus en plus professionnalisées de "visibilisation" (DELFORCE, 1998), elles pèsent toutefois aujourd'hui dans le débat public⁷ sur les différents "plans banlieue" mis en oeuvre depuis trente ans par les pouvoirs publics français.

2 Un territoire imaginaire

En nous livrant à l'examen d'un corpus ouvert de productions discursives et artistiques dans la perspective interdisciplinaire des Sciences de l'information et de la communication, nous nous attacherons ici à mettre en évidence, au delà de la figure du "jeune de cités" les déplacements de grandes *configurations actantielles* qu'elle vient structurer. L'examen de ces agencements narratifs qui se mettent en place dès la moitié du XIX^e siècle réclame cependant et préalablement une recontextualisation historique et l'évocation de deux évènements ayant joué à cet égard un rôle matriciel. Le premier est l'édification à

⁴ Association créée en novembre 2005 dans le nord de Paris à l'issue des "émeutes urbaines" de novembre 2005.

⁵ *Le pouvoir d'agir, Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. Rapport au ministère délégué chargé de la ville, Marie Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache, Juillet 2013. <http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-participation-habitants.pdf>.

⁶ Voir l'article paru dans le quotidien *Le Monde* qui cite la sociologue Marie-Hélène Bacqué co-auteur du rapport publié trois ans auparavant: "Les maires de banlieues rétifs aux initiatives citoyennes, Les expériences de démocratie participatives financées par l'Etat dans les quartiers populaires se heurtent aux élus". ZAPPI, S. *Le Monde*, 7 juin 2016.

⁷ Par exemple "les mères du Petit Bard", quartier de la ville de Montpellier qui ont mené un combat pour une véritable mixité scolaire. Voir à ce propos: http://www.lemonde.fr/education/article/2016/03/02/a-montpellier-et-paris-des-familles-se-mobilisent-contre-les-ecoles-ghetto_4875318_1473685.html#0AJsHIMwL54foJl7.99

partir de 1841 de fortifications autour de la capitale française. Conçue pour prévenir une attaque ennemie, puis progressivement détruite à partir de 1919 pour être remplacée par des boulevards périphériques (toujours actuels), cette ceinture de remparts (les “fortifs” en argot parisien) est à l’origine d’un processus de peuplement sauvage de la bande de terrain limitrophe et, au plan des représentations, du mythe prégnant en France de la “zone”, un vocable objet de dérivés (“zonard”, “zoner”) toujours en usage dans le français argotique.

Si elle est initialement le cadre de diverses formes d’activités illicites (prostitution, trafics), la “zone” est en effet et plus encore un territoire imaginaire qui cristallise dès cette époque et durablement les fantasmes d’insécurité des citadins intégrés dans les centres villes. Proche dans le temps, le second évènement est la Révolution de 1848. Le mouvement insurrectionnel auquel il donne lieu dans les rues de Paris et des grandes villes françaises installe définitivement en France “la peur des faubourgs”. Cette angoisse des *insiders* explique pour une large part la profonde refonte urbanistique du centre de Paris (les travaux du Baron Haussmann) qui se traduit par une expulsion progressive vers la périphérie des logements et des activités industrielles des “classes laborieuses” synonymes de “classes dangereuses”.⁸ Et elle consacre en France selon Yves Lochard:

(...) une géographie de l’altérité sociale, construite selon un schéma concentrique où les plus hauts degrés d’altérité sont aussi les plus éloignés du coeur de la ville (car) les limites de la ville ne définissent pas que des espaces, un intérieur et un extérieur, une ville et des faubourgs, mais tracent une frontière morale, discriminent des comportements et des parcours condamnés. (LOCHARD, Y, 1998, p.142)

A cet imaginaire urbain en germe dès le Moyen-Age puis intensifié au XIX^e siècle (MERRIMANN, 1994), les mécanismes médiatiques ont contribué fortement puisque les faubourgs et la “zone” sont des sujets privilégiés par la presse populaire naissante qui met volontiers en exergue les incidents plus ou moins violents dont ils sont le théâtre. Etroitement liée à celle-ci par la pratique du feuilleton, une

⁸ Pour se référer au titre du célèbre ouvrage de Louis Chevalier: CHEVALIER, L. *Classes laborieuses, classes dangereuses*. Paris: Perrin, 2002.

littérature dite “populiste” joue un rôle non moins déterminant dans la construction de ce regard sociocentrique renforcé par une importante production de rapports, études et réflexions sur la “question sociale”. On ne s’y attardera pas ici. On retiendra cependant que, placé sous les effets d’un *régime de visibilité* asymétrique et une *hégémonie discursive* pénalisante, l’habitant des périphéries urbaines françaises est l’objet d’un processus de *stéréotypisation* qui se traduit par la construction de différents personnages porteurs de valeurs antagonistes mais tout aussi caricaturaux. Au bon ouvrier tempéré et économe, s’oppose le mauvais sujet paresseux et alcoolique. A l’héroïne vertueuse et méritante, la “fille perdue” cédant aux attraits du vice et de l’argent mal gagné.

3 Une longue filiation

Dans cette typologie sociale, un personnage faubourien se détache très tôt. C’est le “gamin de Paris”, autrement dit “l’enfant des rues” emblématisé par le personnage de Gavroche dans le roman de Victor Hugo *Les Misérables* et folklorisé ensuite à travers la figure du “poulbot”. Porté aux menus larcins mais héroïsé dans *Les Misérables* par sa mort sur les barricades de la Révolution de 1830, le gavroche (puisqu’il est rapidement antonomasé) reste un personnage positif, victime avant tout de l’injustice sociale.

3.1 “L’apache”

Il n’en va pas de même d’un personnage proche par ses origines et son inscription territoriale mais plus âgé et fondamentalement menaçant pour l’ordre social: “l’apache” (KALIFA, 2002; PERROT, 1996). En effet, comme le relèvent Le Pajolec et Yvrel (2011, p.226): “[...] le gamin incarnait une figure de liberté, quand il se baladait dans les rues tandis que l’apache est un marginal, un déclassé qui refuse de travailler”.

D’autant comme le soulignent ces auteurs:

(...) ses actes sont toujours présentés comme gratuits ou relevant de la délinquance de droit commun et que le type “apache” est vidé de toute substance politique et sociale, les productions médiatiques, romanesques et cinématographiques omettent généralement de rappeler ses origines ouvrières.

Bref, folklorisé sous les traits de malfaiteurs pittoresques aux attributs vestimentaires (casquettes, foulards), langagiers (argot) et comportementaux (code d'honneur, rites secrets) spécifiques, "l'apache", être collectif à la différence du "gamin de Paris" inaugure et installe durablement le stéréotype du jeune délinquant urbain. Il est dès le début du XX^e siècle (celui du cinéma "primitif") le héros de plusieurs films muets (ICART, 1994) avant de se voir consacré plus tardivement dans la mémoire collective par une fiction inspirée par un célèbre fait-divers et devenue un classique du cinéma français: *Casque d'or* (BECKER, 1951). Car, par delà le personnage de prostituée au grand cœur incarné par Simone Signoret, c'est bien la société des "apaches" de la Belle époque que donne à voir et à entendre ce film dont le scénario met en présence deux bandes de voyous du quartier de Belleville.

3.2 Le "salopard à casquette"

Le personnage du jeune déviant des marges urbaines va quelque peu s'estomper durant l'entre deux guerres. Avec le phénomène électoral et politique de la "banlieue rouge", cet espace péri-urbain est marqué en effet par une affirmation des valeurs ouvrières qui viennent nuancer la vision noire prédominante jusque-là de la banlieue française et de sa population juvénile. Et plus que les autres médias, le cinéma est un opérateur de cette correction à travers le courant du "réalisme poétique" qui, tout en sublimant un paysage urbain le plus souvent reconstitué en décors, donne à voir la dureté de la condition ouvrière et emphatise la solidarité de classe. Avec notamment les films de Marcel Carné (*Le jour se lève*, 1939) et de Julien Duvivier (*La belle équipe*, 1936) s'impose ainsi pour longtemps la figure du "prolo" parisien avec son accent, sa gouaille et ses attributs (la casquette, la bicyclette) imprégnés dans la mémoire collective par le Jean Gabin trentenaire.

Positivé, ce personnage masculin populaire peut certes revêtir un visage violent avec le crime commis par François (Jean Gabin), l'ouvrier sableur du *Jour se lève*. Mais avec la voix de ses camarades qui l'invitent à se rendre alors qu'il est assiégé par la police, c'est sur un arrière-fond quelque peu disculpant d'opposition de classes qu'il va succomber sous ses balles. Quoique sur un autre mode, ce regard compréhensif se retrouve dans un film moins connu mais au titre significatif: *Circonstances atténuantes* (Jean Boyer, 1939). Il met en scène

un procureur de justice qui, après avoir fait connaissance fortuitement avec une bande de “marlous” parisiens, se lie avec eux, s’initie à leurs codes (entre autres l’argot) pour les remettre au final dans le droit chemin. Avec ce scénario improbable, c’est une vision pittoresque des délinquants de banlieue que tend à construire *Circonstances atténuantes*. Mais, à l’image d’autres productions fictionnelles et documentaires de l’époque, ce film contribue dans le contexte du Front Populaire et des revendications ouvrières à rééquilibrer la représentation du “banlieusard” identifié au “salopard à casquette” par les relais de presse du patronat et d’une droite conservatrice.

3.3 Le “blouson noir”

Relégué à l’arrière plan durant les années 30 et 40 par le héros prolétarien, le jeune délinquant périurbain fait un retour en force à la fin des années 50 sous les traits et l’accoutrement du “blouson noir” (COPFERMANN, 1962). La peur que suscite cette nouvelle figure trouve son origine dans un certain nombre d’incidents violents intervenant à la fin des années 50 dans la banlieue nord de Paris dont se font l’écho la presse et à un moindre degré la télévision alors en voie de généralisation. Sur fond de décors américains des sixties et du rock en roll, le “blouson noir” est le symptôme de la montée en force d’une culture juvénile (lexique, habillement, coiffure, musique) autonome. Elle marque également une fracture intergénérationnelle au sein du monde ouvrier et annonce plus généralement une déstabilisation du monde de la “banlieue rouge” de plus en plus perméable aux influences d’une culture de masse exogène.

A l’installation de ce personnage dans l’imaginaire collectif et à son inscription dans un territoire en pleine reconfiguration, le cinéma contribue avec un film au titre évocateur: *Terrain vague*. Cette fiction de Marcel Carné (1960) plonge en effet le spectateur dans le monde en pleine-construction à la périphérie des grandes villes des “grands ensembles” qui sont présentés alors par le pouvoir politique comme une réponse à la crise du logement. Mais qui suscitent très tôt des interrogations sur leurs effets de délitement du cadre familial. Idem peu de temps après avec *Les coeurs verts* (Edouard Luntz, 1966) qui, sur un mode plus documentarisant sinon anthropologique, (acteurs non professionnels, dialogues non écrits etc.) souligne la rupture opérée entre ces jeunes désœuvrés et leurs parents indifférents et désemparés.

Il est à noter cependant que c'est la télévision en train de devenir le média audiovisuel dominant qui va prendre en charge la représentation de ces inquiétants "jeunes de banlieue" en développant une abondante production de magazines de documentaires et de reportages. Pour certains fondés sur un travail approfondi d'enquêtes à inspiration sociologique comme, dans la série *Seize millions de jeunes*, un long reportage titré *La bécanne* (1966) qui décrit la vie de plusieurs jeunes habitants de "cités" sortis du système scolaire et en butte à plusieurs formes de rejet et d'incompréhension. Pour d'autres volontiers dramatisants comme l'émission *Un parmi des milliers* (*Verdict*, 1966) qui, relatant l'attitude d'un homme meurtrier d'un jeune coupable d'un vol à son domicile, introduit le thème grandissant dans la décennie suivante de l'autodéfense.

3.4 Le "loubard"

Ce conflit entre citoyens intégrés des banlieues pavillonnaires et les jeunes *outsiders* résidant dans les grands ensembles voisins va s'intensifier dans les années 70 et se polariser autour de deux nouveaux personnages stéréotypiques: le "loubard" et le "beauf". Le "loubard" (contraction de loup de barrière) emblématisé par un film à succès (*Les valseuses*, Bertrand Blier, 1975) se présente a priori comme une simple actualisation du "blouson noir" dont il hérite le vêtement (blouson, santiags) et les comportements délinquants. Il va endosser toutefois avec certains chanteurs (Renaud), humoristes (Coluche) et dessinateurs de presse qui en popularisent le parler argotique, une fonction d'analyseur de la société sécuritaire s'accroissant en France dans l'après 68. Celle-ci se cristallise autour d'un personnage antagoniste du "loubard": le "beauf", contraction de beau-frère. Créé et popularisé par le dessinateur Cabu dans les journaux *Charlie Hebdo* puis *Le canard enchaîné*, il s'impose dans l'imaginaire français comme le stéréotype du "français moyen", souvent d'origine ouvrière, vulgaire dans ses comportements, calfeutré dans son pavillon (qu'il est prêt à défendre par la violence) et prisonnier d'une inculture revendiquée et de préjugés xénophobes.

Signant la fin du héros prolétarien des banlieues rouges, le "beauf" prend place dans une *configuration actantielle* typique de cette époque où il est construit comme un opposant du "loubard", le premier trouvant un adjuvant dans la police et une presse expression des gardiens de l'ordre, le second dans une extrême gauche défendant ces victimes

des lois capitalistes. Leur opposition nourrit un débat très violent dans la presse qui rend compte d'incidents tragiques comme la mort d'un jeune homme tué par un cafetier à La Courneuve, agglomération de plus en plus emblématique des banlieues en crise. Et ce climat accrédite la thèse d'une crise de la jeunesse qui affecterait en premier lieu celle des périphéries urbaines. Marquant la fin des illusions liées au paradigme du nouvel urbanisme fonctionnaliste, il est le signe d'une rupture définitive dans la perception des "grands ensembles" de banlieue et annonce l'entrée dans une ère encore plus dramatisante.

4 Une ethnicisation

Ce basculement dans l'imaginaire des banlieues trouve pour une part son origine dans la profonde mutation de la population des cités périphériques. Les composantes les plus aisées de leurs populations (ouvriers qualifiés, cadres moyens) sont en effet plus en plus remplacées par des familles d'ouvriers immigrés reconstituées avec "la politique de regroupement" amorcée dès les années 70. Ce processus tend à reconfigurer la représentation de la banlieue autour du personnage de l'immigré qui n'est plus ce travailleur solitaire enfermé "dans la plus haute des solitudes" (BEN JELLOUN, 1977) de l'époque précédente mais le père débordé d'une famille nombreuse d'enfants et d'adolescents.

4.1 Le "beur"

Amalgamés jusque là aux "français de souche" de leur génération, ces jeunes tendent, à l'aube des années 1980, à être autonomisés sous le vocable de "beur" (arabe en "verlan") et à condenser sous cette dénomination l'ensemble de la dimension juvénile de la "question des banlieues". Ce personnage s'impose sur la scène médiatique durant l'été 1981 avec le spectacle des "rodéos" de voitures dans plusieurs cités de la périphérie de Lyon et il introduit ce faisant une transformation de l'image de l'immigré perçu jusque-là comme pacifique quand il n'était pas victime de "ratonnades"⁹ de la part de groupes racistes (*Dupont La joie*, Yves Boissset, 1974).

⁹ On désignait ainsi dans les 50-60 les violences physiques exercées par des racistes contre de personnes d'origine nord-africaine (désignées comme des "rats").

Ces courses et ces incendies de voitures volées agissent comme des révélateurs des difficultés croissantes d'insertion de ces "immigrés de deuxième génération". Ils construisent aussi et surtout ces jeunes gens nés en France comme des perturbateurs, porteurs de menace pour l'ordre républicain. D'autant que les équipes de télévision se précipitent dans la banlieue lyonnaise pour rendre compte d'évènements qu'ils contribuent plus ou moins sciemment à susciter par leur seule présence.

Cette image négative est contrebalancée peu de temps après (décembre 1983) par une "Marche pour la paix". Porteuse des valeurs de l'antiracisme et du droit à la différence, elle reçoit une approbation au plus haut sommet de l'Etat français puisque leurs leaders, "beurs" pour l'essentiel, sont reçus à leur arrivée à Paris par le Président de la République François Mitterrand. Sensibilisés à l'enjeu que représentent les médias pour un accès à la visibilité sociale et politique, ceux-ci mettent en oeuvre des démarches de contre-information qui travaillent à une forme de reconnaissance de la figure sociale de ces jeunes pour la plupart nés en France, éduqués dans son école et possédant sa nationalité. Récusé par une fraction croissante de cette catégorie de jeunes qui y voient une construction médiatique d'une "beur-goisie" des centres-villes, le terme de "beur" tend à s'estomper à la fin des années 80. Il va subsister cependant dans sa version féminine à travers le personnage de la "beurette" travailleuse et méritante qui conforte plus que son équivalent masculin la thèse d'une possible intégration de ces "immigrés de deuxième génération". Le personnage se prolongera aussi à travers le personnage du "grand frère", sorte de délinquant repentí devenu agent de médiation et de pacification des cités.

4.2 Le "caillra"

Des évènements violents intervenant en 1990 à Vaulx-en-Velin dans la banlieue de Lyon ou encore des heurts et des destructions consécutifs à des manifestations lycéennes à Paris vont contribuer ensuite à dégrader l'image de ces représentants masculins du "garçon arabe" (GUENIF-SOUILAIMAS, MACE, 2004). Sous les effets conjugués de certains films à grand succès (*La haine*, 1989, *Ma 6-T va craquer*, 1996) et d'une prolifération de programmes de télévision cédant à la dramatisation et à l'amalgame, le stéréotype et les promesses d'intégration du "beur" vont laisser place aux visages inquiétants du "caillra" (racaille en

verlan) et/ou du “lascar” vivant de différents trafics et en premier lieu de la drogue au sein des cités. Ou encore du “sauvageon”¹⁰ se livrant à des déprédations et des agressions au cours des manifestations et des descentes collectives dans les centres commerciaux des grandes agglomérations.

Le processus d’ethnisation du jeune de banlieue va se sous-catégoriser avec l’apparition à la fin des années 80, et à côté des “garçons arabes”, de groupes de “zoulous”, auto-dénomination de jeunes africains noirs d’origine qui se heurtent violemment dans les quartiers Nord de Paris avec des gangs de *skinheads* xénophobes en osmose avec des groupuscules d’extrême-droite. Systématiquement associé à la violence, parfois désigné explicitement comme porteur de nouvelles formes de barbarie, le “jeune de banlieue” non-blanc s’affirme alors définitivement comme une figure-repoussoir, symptôme d’un délitement de la société française et de ses cadres traditionnels de socialisation. Il est significatif d’ailleurs que dans ce contexte on voit émerger et s’imposer alors une génération d’humoristes (QUEMENER, 2014) issus des minorités ethniques non blanches qui travaillent à un retournement de tous les stéréotypes stigmatisants en jouant sur l’ensemble de signifiants caricaturaux des cultures subalternes urbaines, qu’ils soient verbaux (le “parler banlieue”), culturels (rap, graffiti, break dance) ou encore sportifs (roller, bmx) et vestimentaires (casquette, jogging etc.).

4.3 Le “barbu”

A cette figure à la fois stigmatisée et sujette à des formes d’humour investi comme un moyen de subversion et de ressource identitaire, la figure de la “caillra” va se doubler cependant au tournant des années 90 d’un autre personnage tout aussi inquiétant: le “barbu”, autrement dit le représentant d’un islam fondamentaliste (qualifié parfois de radical ou intégriste). Lointain et discret jusque-là, ce personnage s’impose dans l’imaginaire avec ses attributs vestimentaires (disdasha), sa barbe non taillée et ses comportements prosélytes à l’égard de sa communauté, aggravés par des attitudes répressives à l’égard de ses membres féminins. Le thème de la “menace islamiste” dont les banlieues

¹⁰ Selon l’expression d’un Ministre de l’Intérieur de François Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement.

sont désignées comme l'épicentre et le foyer de propagation connaît une rapide promotion avec "l'affaire du foulard islamique"¹¹ émergeant en 1989 mais toujours aussi structurante dans le débat public en France puisqu'objet d'une loi en 2004. Le thème est accrédité par le drame vécu par l'Algérie proche avec les assassinats de masse commis au nom de l'Islam par le FIS et le GIA. Et il est encore crédibilisé par les attentats commis par certains de ses représentants à Paris en 1995.

Dès avant cette époque, on va donc voir en France se développer une suspicion quant à la vulnérabilité des "beurs" à la tentation islamiste et leurs effets mortifères. Une édition de la célèbre émission *Sept sur sept* (TF1, 7 avril 1989) est particulièrement éloquente à cet égard. On retourne à Lyon, dans le quartier des Minguettes symbole au début des années 80 de l'émergence de la "génération beur" pour y interroger de jeunes maghrébins d'origine sur leur rapport à la religion. Des images de jeunes enfants psalmodiant le Coran dans un centre culturel islamique alternent avec des témoignages de ces jeunes reniant la période antérieure: "Faut pas rêver, le mouvement beur, c'était un climat de rêve, de concert, ça menant tout droit à la débauche, on était perdus". Ainsi, cette génération qui, au milieu des années 80 et surtout après la "Marche pour l'égalité" avait été posée par les médias français comme les pionniers d'un avenir multiculturel, apparaît de plus en plus gagnée par un mouvement de repli identitaire, en réaction à un écart donné comme infranchissable entre la culture musulmane et la culture d'accueil.

5 Une nouvelle grille d'interprétation

Cette dégradation de l'image publique du "jeune immigré de deuxième génération" est particulièrement manifeste en novembre 2005 lors des mouvements violents qui se produisent dans les cités du nord de Paris après une bavure policière se soldant par la mort de deux jeunes adolescents. Cadres de voitures brûlant dans l'obscurité, zooms sur des silhouettes de jeunes masqués lançant des projectiles, contre-champs des assauts policiers, plans de coupe sur des adultes postés à leurs fenêtres. Un premier constat laisserait à penser que c'est une pièce déjà bien identifiée du répertoire de l'actualité sociale française qui a été dressée

¹¹ Elle surgit en 1989 avec l'éviction d'un collègue de Creil (Oise) de deux élèves refusant d'enlever leur foulard en classe.

de concert par les professionnels des médias et les jeunes habitants des cités s'accordant autour d'un schéma dramaturgique structuré autour de rôles bien installés.

Un examen de la couverture télévisuelle de cet épisode (LOCHARD, 2007) permet de repérer plusieurs déplacements. Tout d'abord, et dans le cours même du processus de médiatisation, un accord implicite entre jeunes et journalistes autour d'une nouvelle forme d'orchestration de cette logique d'affrontement. Elle concernait ces annonces, quotidiennement répétées du nombre de voitures brûlées ou d'établissements détruits dans chacune des villes concernées et dans un second temps ces décomptes des comparutions et de condamnations devant les tribunaux. On a pu également remarquer la référence et l'assimilation par certains de ces jeunes émeutiers au phénomène de l'Intifada menée par les jeunes Palestiniens dans les territoires occupés par l'Etat d'Israël. Tout aussi notable était la logique de victimisation des autres habitants des banlieues qui est intervenue dans un second temps à travers une multiplication de sujets consacrés aux dommages commis sur les infrastructures économiques et les services publics. Images furtives de cars calcinés, séquences plus conséquentes sur des usines, des dépôts détruits ou encore sur des équipements publics dévastés. Appuyée par des témoignages d'employeurs, de salariés et d'usagers tous unis dans la réprobation, ce fut sur les écrans de télévision une phase de déploration et de condamnation qui est venue accompagner la narration proprement factuelle.

Remarquable était enfin l'effacement dans la mise en scène médiatique d'acteurs ayant joué comme interprètes et intermédiaires dans certains épisodes précédents. Ces personnages, ce sont les éducateurs, campés dans les discours des médias depuis le début des années 90 comme ces "grands frères", médiateurs entre la société des jeunes et celle des représentants de l'ordre et des services publics. Preuves incarnées de la possible réintégration dans la norme sociale d'adolescents sujets à des erreurs de jeunesse, ils ont été cette fois placés à l'arrière-fond de la scène médiatique et supplantés par l'ombre d'agitateurs islamistes suspectés d'être à l'origine ou à l'encouragement des manifestations.

Articulé autour de figures stéréotypiques anciennes et émergentes, c'est donc bien une nouvelle grille d'interprétation et une nouvelle *configuration actantielle* qui s'est imposée dans les récits et les commentaires médiatiques des événements urbains de novembre 2005.

Devenu bipolaire, ce schéma actantiel rompait avec la configuration triangulaire observable jusque-là pour opposer directement les habitants adultes et intégrés des cités construits comme un poste avancé des partisans de l'ordre républicain et une population juvénile incontrôlable et se repliant sur une identité arabe-musulmane de plus en plus lourde de menace pour une France en crise.

6 De la déterritorialisation à la virtualisation

Cette logique d'altérisation du "jeune des cités" va s'accroître au premier semestre 2015 après l'assassinat le 7 janvier des rédacteurs de *Charlie Hebdo* et l'exécution le 9 janvier des clients d'un Hyper Casher à Paris. Le premier attentat est revendiqué par l'organisation terroriste *Al Quaida dans la péninsule arabique*. Quant au second, son auteur déclare avoir agi au nom de l'organisation *Etat Islamique*. L'hypothèse d'une manipulation islamiste des émeutiers de novembre 2005 avait déjà été soulevée à cette époque. Elle se voit alors comme validée lorsqu'est révélée très rapidement l'identité des deux auteurs de l'attentat de *Charlie Hebdo* dont le profil de "jeunes immigrés de deuxième génération" vient accréditer les risques de leur potentielle dérive terroriste déjà attestée deux ans auparavant par "l'affaire Merah"¹² à Toulouse. Les reportages qui se multiplient dans les heures et les jours suivant les deux attentats soulignent que leurs auteurs ne sont en rien représentatifs d'une menace exogène mais la manifestation d'un danger intérieur en germe chez chacun de ces enfants perdus de la République française.

Au vu d'un examen d'un corpus de programmes informatifs diffusés à la télévision française durant le premier semestre 2015 et d'un ensemble d'articles de la presse locale et nationale centrés sur Montpellier et sa région, plusieurs évolutions sont cependant repérables dans les modes de spatialisation de ce récit médiatique. Le constat que deux des terroristes ne sont pas issus de la périphérie urbaine mais membres d'une filière ayant pour foyer un arrondissement de Paris (les Buttes-Chaumont) vient en premier lieu relocaliser la menace représentée par cette population. Celle-ci n'apparaît plus en effet cantonnée à ces zones

¹² Elle a pour cadre les villes de Toulouse et Montauban où, en mars 2012, un jeune djihadiste nommé Mohamed Merah exécuta trois militaires français et quatre civils dont trois enfants, élèves d'une école juive.

marginales des grandes agglomérations stigmatisées depuis trente ans et bien identifiées. Ce danger latent vient aussi se tapir désormais dans des micro-espaces résidentiels (HLM, foyers) de populations paupérisées enchâssées dans le territoire urbain des *insiders*. Ou bien encore dans ces quartiers de Paris et des grandes métropoles françaises marqués par certaines formes de mixité sociale.

Une autre forme de reterritorialisation de la mise en représentation médiatique du malaise ethnico-religieux français résulte de la découverte que plusieurs jeunes français partis “faire le djihad” au Moyen-Orient et morts au combat pour une part sont issus d’une bourgade méridionale française du département de l’Hérault: Lunel. Une controverse quant aux responsabilités de ces départs s’était développée localement depuis octobre 2014 après les annonces de ces morts successives suivies des déclarations “compréhensives” du président de l’association gérant la mosquée de la ville¹³ et celles d’un imam de Montpellier condamnant sans ambiguïté ces jeunes djihadistes¹⁴. Après des reportages préfigurateurs dans les journaux télévisés de France 3 – Languedoc-Roussillon, ce débat se nationalise le 27 janvier 2015 avec la couverture par les principales chaînes françaises d’une spectaculaire descente du RAID et du GIGN¹⁵ dans le centre de cette petite ville et les arrestations de plusieurs suspects. Dans les jours suivants, reportages et enquêtes se multiplient pour comprendre les racines de ce phénomène surgissant dans un lieu distinct des traditionnels espaces périphériques des grandes métropoles

¹³ Il s’agit de Lahoucine Goumri: “C’est leur choix. Je n’ai pas à les juger. Seul Dieu les jugera. Si on doit condamner quelque chose, il faut condamner ce qui est condamnable. Pourquoi condamner ces jeunes qui sont partis au nom d’une injustice en Syrie et pas ces Français qui sont partis et ont tué des bébés palestiniens avec Tsahal l’été dernier ? Pourquoi est-ce qu’une mosquée condamnerait, alors que les autres religions ne le font pas?”. *Midi Libre*, 13 décembre 2014. www.midilibre.fr/2014/12/13/

¹⁴ ‘Et ne dites pas que c’est des martyrs ! Ce ne sont pas des martyrs. Ce ne sont pas des héros! Ce sont des Zéros!’”. *Midi Libre*, 26 octobre 2014. Controversé dans la communauté musulmane de Montpellier, Mohamed Kattabi prend régulièrement position sur les questions d’actualité tout en diffusant ses prêches sur Internet. Voir à ce propos le dossier publié par *Le Monde diplomatique* en août 2015 (DAUM, 2015)

¹⁵ Corps d’élite de la police et de la gendarmerie chargés de gérer les situations de crise (prises d’otages, attentats, etc.).

françaises. A quoi et à qui imputer l'embrigadement d'une quinzaine de jeunes lunellois? Quel est l'état des relations entre les communautés dans cette ville marquée par une forte présence de populations immigrées et un chômage des jeunes particulièrement important? Sur un fond de polémique activé par le parti d'extrême-droite le Front national (très présent dans la région), différents responsables (le maire de la ville, un député du Parti socialiste) et des observateurs (un libraire entre autres) exposent des points de vue allant dans le sens d'une dédramatisation accentuée par des déclarations apaisantes du nouveau porte-parole de la mosquée. La perplexité se voit cependant accrue par la révélation qu'un de ces jeunes partis en Syrie et mort trois mois plus tard était de confession juive avant de se convertir à l'islam.

L'interview du père de ce jeune homme accentue alors une série de témoignages de parents ou de proches de ces jeunes djihadistes initialement non musulmans et enrôlés dans les troupes de *Daech*, d'*Al Quaida* ou encore d'autres organisations terroristes. Une réalité inouïe au regard des discours ethnocistes éclate en conséquence dans le discours télévisuel majoritaire: ces jeunes partisans d'un Islam fondamentaliste et des moyens les plus barbares pour l'imposer ne sont pas tous issus d'une immigration arabo-musulmane ancienne ou récente. Ils peuvent être des représentants de ces "français de souche", à l'image de Maxime Hauchard, ce jeune normand issu de la classe moyenne repéré dès décembre sur des vidéos de propagande de l'Etat islamique le montrant en train de décapiter des prisonniers. Le danger islamiste était déjà présent dans la période antérieure mais elle s'incarnait dans la figure du jeune "barbu" d'origine maghrébine placé sous l'emprise maléfique d'imams salafistes d'origine étrangère prenant le pas dans les mosquées sur des imams représentatifs de l'"Islam à la française". Elle laisse désormais place à des visages plus diversifiés en amorçant dans les discours médiatiques une forme de désécularisation partielle de la question de l'endoctrinement islamiste.

L'enrôlement djihadiste n'est donc plus appréhendé médiatiquement sous l'angle uniquement religieux. Englobé dans un problème public validé au plan institutionnel depuis une dizaine d'années en France,¹⁶ celui des emprises sectaires, il fait intervenir d'autres facteurs explicatifs,

¹⁶ Avec la création en 2002 de la *Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires* (MIVILUDES).

la dérive islamiste d'une part de ces jeunes français se voyant de plus en plus expliquée sous l'angle de failles psychologiques chez des individus en quête de repères et d'un besoin d'autorité (KHOROSKHAVAR, 2014, 2015). Se superposant à l'éclairage par les entreprises maléfiques des sergents recruteurs de la "lutte contre les mécréants", on voit dès lors se développer celui de "l'autoradicalisation" (ROY, 2015) et de la rupture générationnelle entre des jeunes sous influence et des parents désarmés tant au plan relationnel que pratique devant des attitudes dont ils n'ont le plus souvent perçu qu'à posteriori les signes annonciateurs.

Une thématique surdéterminant cette nouvelle orientation argumentative se manifeste en conséquence dans toutes ces productions informatives télévisuelles. Il s'agit du fossé sociotechnique qui s'est creusé entre ces parents désarmés et leurs enfants, "digital natives" placés sous l'emprise de réseaux sociaux devenus les vecteurs stratégiques des processus d'enrôlement djihadiste. Et l'on voit ainsi apparaître des reportages et des enquêtes nous éclairant sur l'hétérogénéité et l'hétéronomie de ces discours propagandistes développant une rhétorique non pas seulement coranique mais empruntant à des discours apocalyptiques et conspirationnistes (FILIU, 2008) ainsi qu'à des codes (musicaux, iconiques, narratifs) subculturels familiers à ces mineurs adeptes des jeux vidéo et d'une culture cinématographiques "gore" (ROY, 2015).

Tandis que d'autres sujets dessinent les profils et les parcours de ces apprentis terroristes et les tentatives obstinées de parents exemplaires pistant leurs enfants partis "faire le djihad" au Moyen-Orient, on voit se mettre en place une *configuration actantielle* rompant radicalement avec celle qui présidait depuis une décennie au macro-récit de la crise identitaire française. Construite souvent jusque-là comme impuissante sur la scène intérieure française, une figure tutélaire dévaluée retrouve une légitimité et une reconnaissance particulièrement manifestes dans les jours suivant les attentats de début janvier. C'est celle d'un Etat protecteur qui prévient et réprime résolument des menaces terroristes d'autant plus inquiétantes que nourries et entretenues par de nouveaux attentats collectifs contre des civils comme celui, particulièrement meurtrier du Bataclan (13 novembre 2015) ou individuels comme celui commis contre un couple de policiers dans la région parisienne en juin 2016.

Antagonique et central est donc la figure du jeune djihadiste français parti combattre au Moyen-Orient mais devenu par son retour

potentiel sur le sol national un agent endémique de déstabilisation de la République française menacée dans ses fondements par le “grand remplacement”.¹⁷ Partiellement désethnicisé quoiqu’islamisé, internationalisé par ses parcours de formation dans des lieux excentrés et d’autant plus inquiétant que mobile sinon ubiquitaire par ses modes de présence numérique, il vient reléguer dans l’échelle des dangers nationaux la figure installée et localisable du “caillra” adepte des incivilités et d’une délinquance bien identifiée dans ses manifestations et ses effets.

La présence dans les rangs des jeunes djihadistes de jeunes filles parfois complices actives d’attentats a un effet collatéral: celui de la dévaluation de la jeune “beurette” méritante auquel se substitue celle de l’islamiste voilée et fanatisée, complice des agissements criminels de ses pairs masculins. A l’inverse, le personnage du père du “jeune immigré de deuxième génération” se voit réhabilité médiatiquement. Construit souvent jusque là comme impuissant face aux égarements de ses fils tombés dans la délinquance, il gagne sa dignité voire se voit héroïsé à travers ces portraits de pères ou encore de “grands frères” quittant le territoire français pour retrouver obstinément et courageusement les traces de leurs enfants enrôlés dans les rangs des organisations fondamentalistes du Moyen-Orient. Et il en va de même avec d’autres personnages féminins telles ces “mères-courages” parties elles aussi au Moyen-Orient pour retrouver leurs enfants perdus.

Réflexions terminales

La “question des banlieues” est elle en train d’être reléguée dans l’imaginaire et le débat public français en estompant du coup le personnage traditionnel du “jeune de banlieue” placé jusque-là par les récits médiatiques au centre de ce territoire? Ou tous deux perdurent-ils dans les représentations sociales, alimentant un *problème public* persistant? On peut pencher pour le premier terme de l’alternative au

¹⁷ A l’origine de cette thématique, l’ouvrage d’un écrivain français Renaud Camus, engagé à l’extrême-droite: CAMUS, R. Le grand remplacement. Paris: David Reinharc, 2011. Selon Camus et d’autres auteurs qui reprennent sa thèse, la France serait victime d’un processus de remplacement du peuplement européen par une population d’origine maghrébine et africaine qui induirait un changement de civilisation cautionné par des élites politiques et intellectuelles.

constat du processus de *déspatialisation* de cette thématique, immergée qu'elle est dans le spectre de la crise identitaire française. On peut au contraire pencher pour le second terme à l'écoute des propos du Premier ministre français Manuel Valls dénonçant le 20 janvier 2015 devant la presse l'existence d' "un apartheid territorial, social, ethnique" engendré par "la relégation périurbaine, les ghettos" et présentant en Avril 2016 une loi visant à réduire celles-ci.

D'autant que d'autres signes semblent aller dans ce sens. Si l'on se tourne à nouveau vers le cinéma, ce révélateur et agent activant de nos imaginaires, on remarquera ainsi que le "film de cité" est progressivement devenu un genre à part entière dans le cinéma français, engendrant parfois des controverses dans les milieux intellectuels et artistiques. Ainsi *Dheepan*, le film de Jacques Audiard primé en 2015 au Festival de Cannes et sujet à caution dans la critique pour sa propension à amplifier les clichés sur la violence régnant dans les cités présentées comme en proie à une guerre civile. Ou encore et dans une orientation plus féministe, *Bande de filles* (Céline Sciamma, 2014) qui narre la vie quotidienne et la dérive d'un groupe de jeunes filles d'origine africaine. Accusée d'exotisation et d'érotisation, son auteur(e) avance que ce film répondait avant tout à un souci de combler le déficit de visibilité de ces jeunes filles écrasées par l'omniprésence de leurs homologues masculins placés au-devant de l'écran de ces films d'un genre institué.¹⁸

D'autres polémiques publiques et à plus forte résonance semblent par ailleurs vouloir confirmer en France la permanence du "jeune de banlieue" au centre du débat public sur l'état de la France. Intervenant dans le domaine sportif, l'une d'entre elles est "l'affaire Benzema" qui, en mai-juin 2016, soit à l'approche de la Coupe d'Europe de football, est venue susciter de violentes prises de position antagonistes de la part de personnalités politiques, intellectuelles et artistiques. Ce joueur vedette de l'équipe de France n'a en effet pas été sélectionné consécutivement à une affaire de chantage¹⁹ concernant un de ses coéquipiers dans laquelle il

¹⁸ Voir à ce propos l'analyse de Camille Bui dans la revue Les cahiers du cinéma (BUI, 2016).

¹⁹ Dite "affaire de la sextape". Elle concerne un autre joueur international, Mathieu Valbuena, victime d'une tentative de chantage à propos d'une vidéo intime avec sa compagne. Karim Benzema a été accusé d'être intervenu auprès de ce coéquipier au nom des maîtres-chanteurs liés à ses frères. Il a été alors mis en examen et soumis à un

serait intervenu comme complice des maîtres-chanteurs. Interviewé dans un journal espagnol, *Marca* (31/05/2016), il a déclaré pour expliquer sa non sélection que le sélectionneur Didier Deschamps avait:

(...) cédé sous la pression d'une partie raciste de la France . Il faut savoir qu'en France le parti d'extrême droite est arrivé au deuxième tour des dernières élections. Mais je ne sais pas si c'est une décision individuelle de Didier, car je m'entends bien avec lui, et avec le président. Je m'entends bien avec tout le monde.

Et il a ainsi déclenché une violente polémique dans laquelle s'était impliqué peu avant l'ancien joueur devenu acteur Eric Cantona en déclarant au journal anglais *The Guardian* (26/05/2016):

(...) Deschamps, il a un nom très français. Peut-être qu'il est le seul en France à avoir un nom vraiment français. Personne dans sa famille n'est mélangé avec quelqu'un, vous savez. Comme les Mormons en Amérique. Je ne suis pas surpris qu'il ait utilisé la situation de Benzema pour ne pas le prendre. Surtout après que (Manuel) Valls ait dit qu'il ne devrait pas jouer pour la France... Je suis autorisé à m'interroger à propos de ça.

On ne rentrera pas ici dans le détail de cette violente et soudaine polémique attisée par une déclaration du Premier ministre Manuel Valls cautionnant cette mise à l'écart de l'équipe de France au nom "d'un devoir d'exemplarité" de ses joueurs. Est-il seulement victime en ces circonstances d'une discrimination imputable à ses origines? En adoptant une posture victimaire et en n'invoquant qu'une seule de ses identités, ne cherche-t-il pas à s'exonérer de ses responsabilités personnelles dans

contrôle judiciaire pour "complicité de tentative de chantage". La mise en examen a été prolongée mais le contrôle judiciaire levé le 13 février ce qui autorisait dès lors la sélection en équipe de France. La Fédération Française de football a décidé de ne pas sélectionner Karim Benzema pour la Coupe d'Europe 2016 en avançant que "la performance sportive est un critère important mais pas exclusif pour décider de la sélection au sein de l'Equipe de France de football. La capacité des joueurs à œuvrer dans le sens de l'unité, au sein et autour du groupe, l'exemplarité et la préservation du groupe sont également prises en compte par l'ensemble des sélectionneurs de la Fédération".

une histoire opaque et à rebondissements? On ne se prononcera pas ici sur ce point pour rester sur le terrain des discours et des représentations. Un examen du traitement par la presse de cet épisode politico-sportif et des argumentations des différents intervenants permet de conclure que son comportement a bien été appréhendé en ces circonstances comme celui d’“un jeune de cité”. Une assignation identitaire déjà entendue en 2010 après “l’affaire du bus de Knysna” dont la Coupe du Monde de Football en Afrique du Sud avait été le théâtre. Car l’attitude des leaders des joueurs de l’équipe de France avait alors été soumise à ce type de cadrage interprétatif et très explicitement par la ministre des Sports Roselyne Bachelot la dénonçant comme celle de “de caïds immatures (qui) commandent à des gamins apeurés”,²⁰ la conversion à l’Islam d’un des meneurs (Frank Ribéry) aggravant le soupçon.

Surmédiatisée jusqu’à l’absurde puisqu’elle a été présentée par un quotidien espagnol comme une “nouvelle affaire Dreyfus”,²¹ l’“affaire Benzema” signe définitivement la fin du thème de la “génération black-blanc-beur”²² qui avait fait florès à la suite de la victoire de l’équipe lors de la Coupe du Monde de Football de 1998. Elle vient de fait cristalliser une polémique latente quant à la loyauté patriotique de joueurs d’origine maghrébine ou bi-nationaux,²³ critiqués notamment pour leurs attitudes

²⁰ Suite à l’éviction de l’équipe d’un cœur (Nicolas Anelka) qui avait insulté son entraîneur, les joueurs avaient fait une grève de l’entraînement et refusé de descendre de leur bus. Cette attitude suivie d’une élimination précoce de l’équipe de France avait déclenché une très violente controverse et avait été suivie d’une réforme de la gouvernance du football français.

²¹ Il s’agit là d’un conflit social et politique majeur survenu en France à la fin du XIX^e siècle. A son origine, une accusation de trahison et d’espionnage du capitaine Alfred Dreyfus. Elle a bouleversé la société française pendant douze ans la divisant, sur un fond d’antisémitisme, en deux camps violemment opposés.

²² Une expression qui avait alors circulé pour qualifier la composition d’une équipe de France perçue alors comme représentative de sa “diversité” et qui avait suscité une adhésion générale manifeste notamment lors du défilé consacrant la victoire sur les Champs-Élysées.

²³ Voir à ce propos un article de Magyd Cherfi, artiste engagé du groupe *Zebda* qui déclare à propos de Benzema: “On veut qu’il soit l’hyper-citoyen dès qu’il incarne un exploit tricolore mais on le renvoie à son irrécupérable banlieue à la moindre incartade” (CHERFI, M. Benzema est victime d’une exception française: on veut qu’il soit un hyper-citoyen. *L’Obs*, Paris, 8 avril 2016).

passives ou indifférentes lors du rituel des hymnes nationaux, Benzema ayant été lui-même l'objet d'une violente campagne de dénigrement activée notamment par des leaders du Front national.²⁴ Est-elle un symptôme supplémentaire de ruptures plus profondes dans une France confrontée à une montée du vote d'extrême-droite? L'observation du soudain mais intense *moment discursif* qu'elle a provoqué donne en tout cas à conclure que le "jeune des banlieues" continue, surtout lorsqu'il est "issu de l'immigration", à fonctionner comme un exutoire et une victime expiatoire concentrant sur elle les impasses des interrogations françaises sur le devenir du pays.

Un petit épilogue vient s'imposer à l'auteur au moment de la parution définitive de cet article soit en décembre 2016. Au moment où éclatait en France et en Europe le scandale du Fooleaks mettant à jour les pratiques d'évasion fiscale de vedettes du football international et en premier lieu de la nouvelle vedette française Paul Pogba, on apprenait que Karim Benzema se comportait un "patriote fiscal" en s'acquittant de ses impôts en France. L'information a été publiée dans quelques journaux mais elle n'a suscité que peu de commentaires.

Références

BEN JELLOUN, T. *La plus haute des solitudes*. Paris: Seuil, 1977.

BOYER, H.; LOCHARD, G. *Scènes de télévision en banlieues*. Paris: INA-L'Harmattan, 1999.

BOYER, H. *Stéréotypage, stéréotypes: fonctionnements ordinaires et mises en scène*. Paris: L'Harmattan, 2009.

²⁴ Principalement Marion Maréchal-Le Pen qui avait le 6 décembre 2006 émis le tweet suivant: "Benzema: l'Algérie, c'est mon pays, la France, c'est juste pour le côté sportif. Qu'il aille dans son pays s'il n'est pas content". Un propos déformé comme l'analyse un journaliste du journal *Le Monde*: Les citations déformées de Karim Benzema sur l'équipe de France et l'équipe d'Algérie, 10 juin 2016. http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/06/02/les-citations-deformees-de-karim-benzema_4931167_4355770.

Marion Maréchal-Le Pen s'est à nouveau exprimée le 10 juillet 2016 soit après l'accession en finale de la Coupe d'Europe de l'équipe de France en avançant: "On a eu tendance à avoir de jeunes joueurs qui se comportaient assez mal, qui ont pu avoir une dimension un peu "racailleuse" si vous me passez cette expression".

BOYER, H. Stéréotype, emblème, mythe: sémiotisation médiatique et figement représentationnel. *Mots, Les langages du politique*, Lyon, n. 88, p. 99-113, 2008.

BUI, C. Fables périphériques. *Les cahiers du cinéma*, Paris, n. 722, p. 80-84, 2016.

COPFERMANN, E. *La génération de blousons noirs*. Problèmes de la jeunesse française. Paris: Maspero, 1962.

DAUM, P. Islam et relégation urbaine à Montpellier. *Le Monde diplomatique*, Paris, Août 2015. p. 12-13.

DELFORCE, B. L'exclusion à l'antenne. Enjeux sociaux et contraintes médiatiques. In: CHRETIENS MEDIAS (Org.). *Télévision et exclusion, Quelles images de la précarité?* Paris, Chrétiens Médias, 1998. p. 102-112.

FILIU, J-P. *L'apocalypse dans l'Islam*. Paris: Fayard, 2008.

FOURCAUT, A. Banlieue rouge, au delà du mythe politique. In: FOURCAUT, A. (Org.). *Banlieue rouge, 1920-1940*. Paris: Autrement, Collection Mémoires, p. 12-40, 1992.

FOURCAUT, A. Aux origines du cinéma de banlieue: les banlieusards au cinéma (1930-1980). *Sociétés et représentations*, Paris, n. 8, p. 113-127, 2000.

GUSFIELD, J. *La culture des problèmes publics*. L'alcool au volant: la production d'un ordre symbolique. Paris: Économica, 2009.

ICART, R. Des origines à 1930: la banlieue dans le cinéma muet, *Les cahiers de la cinémathèque*, Perpignan, n. 59-60, p. 15-26, 1994.

KALIFA, D. Archéologie de l'Apachisme. Les représentations des Peaux-Rouges dans la France du XIXe siècle, *Revue d'histoire de l'enfance "irrégulière"*, Paris, n. 4, p. 19-37, 2002.

KHOSROKHAVAR, F. *Radicalisations*. Paris : Maison des sciences de l'homme, 2014.

KHOSROKHAVAR, F., Qui sont les djihadistes?, *Sciences humaines*, Paris, n. 206, p. 8-13, 2016.

LE PAJOLEC, S. YVOREL, J-J. Du gamin de Paris au jeune de banlieue: Evolution d'un stéréotype. In: TSOUKINAS, M. (Org.). *Imaginaires*

urbains du Paris romantique à nos jours. Paris: Editions Le Manuscrit, 2011. p. 191-246.

LOCHARD, G. Le jeune de banlieue à la télévision: représenté ou instrumentalisé?, *Médiamorphoses*, Paris, n. 10, 2004, p. 42-47.

LOCHARD, G. Le jeune de banlieue est un autre? In: RIGONI, I. (Org.). *Qui a peur de la télévision en couleurs ? La diversité culturelle dans les médias*. Montreuil: Aux Lieux d'Être, 2007. p. 133-152.

LOCHARD, Y. Les espaces de la pauvreté dans le roman français du XIXème siècle. In: WEST SOOBY, J. (Org.). *Images of the City in 19th-century France*. Boombana Publications, p. 137-149, 1998.

LOYER, F. Paris, ville décor?, Paris, *Le Débat*, n. 80, 1996, p. 31-37.

GUENIF-SOUILAIMAS, N; MACE, E. *Les féministes et le garçon arabe*. Paris: La Tour d'Aigues; L'Aube, 2004.

MERRIMAN, J. *Aux marges de la ville. Faubourgs et banlieues en France, 1815-1870*. Paris: Seuil, 1994.

MOIRAND, S. *Les discours de la presse quotidienne: observer, analyser, comprendre*. Paris: Presses Universitaires de France, 2007.

PERROT, M. Dans la France de la Belle-Epoque: les Apaches, premières bandes de jeunes. In: VINCENT, B. (Org.). *Les marginaux et les exclus dans l'histoire*. Paris: UGE, 1979. p. 389-407.

QUEMENER, N. *Le pouvoir de l'humour*. Politiques des représentations dans les médias en France. Paris: Armand Colin, 2014.

RANCIERE, J. *Le partage du sensible, Esthétique et politique*. Paris: La Fabrique, 2000.

ROY, O. Une génération nihiliste, *Sciences humaines*, Paris, n. 268, p.16-17, 2016.